

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CLÉMENT JUGLAR

**Influence des crises commerciales sur l'état économique
(comparaison des divers relevés statistiques aux époques de
prospérité, de crise et de liquidation)**

Journal de la société statistique de Paris, tome 37 (1896), p. 325-340

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1896__37__325_0

© Société de statistique de Paris, 1896, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

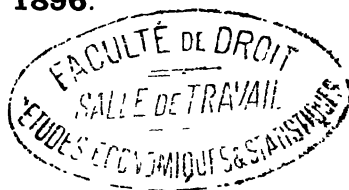
DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 9. — SEPTEMBRE 1896.



I.



INFLUENCE DES CRISES COMMERCIALES SUR L'ÉTAT ÉCONOMIQUE.

(Fin [1].)

(COMPARAISON DES DIVERS RELEVÉS STATISTIQUES AUX ÉPOQUES DE PROSPÉRITÉ, DE CRISE ET DE LIQUIDATION.)

Nous terminions notre dernier article par un rapprochement du nombre des mariages, en 1869 et en 1895, dans les grands pays d'Europe. Ce n'était plus seulement les accroissements et les diminutions que nous avons notés pendant les périodes de prospérité et les périodes de liquidation, concordant toujours avec elles, dans les quelques chiffres qui résumaient tous les tableaux nous donnions le résultat final de tous ces mouvements, c'est-à-dire l'accroissement ou la diminution du nombre des mariages, selon que l'on envisageait les divers pays dans leur ensemble ou dans leur capitale.

Pour l'ensemble des cinq grands pays que nous avons examinés, il n'y en a que trois où les mariages sont en augmentation sensible sur ceux qui ont été constatés en 1869, ce sont : l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne. La proportion pour chacun d'eux est, il est vrai, bien différente : 51 000 pour la première, 26 000 pour la seconde et 15 000 pour la troisième. Sans insister sur les différences que nous notons et qui seraient encore plus sensibles si nous les rapprochions du nombre même des mariages, leur accroissement en Angleterre indique une situation hors ligne, si nous le comparons à celui des deux autres pays, l'Italie et l'Allemagne. En Angleterre, cependant, nous sommes dans un pays où règne encore l'ancienne organisation sociale, avec ses classes, ses privilèges, son droit d'aînesse, état social que nous avons pris à cœur de renverser, de détruire et d'anéantir chez nous, et qui, néanmoins, quant à la constitution de la famille, donne de pareils résultats. Mal-

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris*, juillet 1896, page 213.

gré tout ce qu'on a pu en dire, et tout ce qu'on en dit encore ; cela valait la peine d'être remarqué.

L'unité italienne a permis aux mariages de se développer avec plus d'aisance, aussitôt que les barrières qui séparaient les populations ont été abaissées.

L'Allemagne, par suite de la même cause, a vu les mariages se multiplier aussi, mais l'accroissement a été tellement considérable, dès la première année, qu'il n'a pu marcher du même pas dans les années suivantes, et, sur un chiffre de mariages qui dépasse 400 000, l'accroissement, depuis 27 ans, atteint à peine 15 000 !

A côté de ces trois peuples, dont l'accroissement des mariages est bien marqué, nous en rencontrons deux, qui, cependant, ne sont pas des moins importants, où le nombre des mariages de 1869, comparé à celui de 1895, est sensiblement inférieur, non seulement par rapport à l'accroissement de la population, mais par rapport aux mariages eux-mêmes.

En Autriche, le nombre des mariages de 1895 est de 15 000 au-dessous de celui de 1869, et, en France, il est inférieur de 13 000.

Dans les deux pays, il y a donc des causes graves qui s'opposent à l'accroissement normal du nombre des mariages. On serait porté à croire que les naissances vont en porter la trace ; or, il n'en est rien. En Autriche, malgré cette diminution, le chiffre des naissances s'est accru de 132 000 de 1869 à 1894, tandis qu'il baissait de 99 000 en France !

En Autriche, le nombre des mariages seul diminue et la fécondité augmente.

En France, tout diminue, et c'est ici que l'on voit et que l'on constate la mise en jeu de l'avenir de la nation !

On ne saurait trop le répéter, c'est quand on se met en ligne avec les autres nations que les différences apparaissent menaçantes. La famille tend à disparaître en France par suite de ses Lois et de ses Constitutions éphémères.

Si, quittant les populations prises en bloc, nous choisissons quelques centres comme les capitales Paris et Londres, les résultats observés ne seront plus les mêmes. Dans les deux cas, nous allons noter un accroissement sensible des mariages.

A Londres, le nombre des mariages nous montre, de 1869 à 1891, dernier chiffre maximum observé, un accroissement considérable de 7 300 mariages, proportion moindre, cependant, que celle de 51 000 notée en Angleterre : de 28 p. 100 dans ce dernier cas, elle n'est plus que de 24 p. 100 à Londres.

A Paris, au lieu d'une diminution de 13 000 mariages comme en France, à la même époque, nous relevons un accroissement de 4 300 mariages. Nous rentrons, comme à Londres, dans une situation normale, quoique la proportion soit moins bonne qu'à Londres, l'accroissement n'étant que de 22 p. 100 au lieu de 24 p. 100 ; mais, enfin, il y a un accroissement à constater. Cet accroissement est peut-être local, spécial, particulier à Paris, nous n'avons pas constaté ce qui s'était passé dans les autres grandes villes de France, mais, d'après ce que nous avons vu pour l'ensemble de la population, il faut que la diminution ait été beaucoup plus considérable que celle que nous avons constatée (13 000 mariages), puisque, dans le total, l'accroissement de 4 300 donné par Paris a été complètement dissimulé et absorbé.

Faut-il faire remarquer encore ici combien les mariages sont mal répartis en France ? On ne les voit se multiplier que dans une grande ville qui absorbe toutes

les forces vives de la nation, partout ailleurs ils s'affaissent et le nombre des familles diminue! C'est à Paris seulement, par suite de l'agglomération artificielle que l'on favorise par toutes les dispositions législatives et administratives imaginables, telles que les grandes expositions, que l'on appelle et déplace toute la population des provinces. Au milieu d'une pareille foule, avec une telle promiscuité dans tous les rangs de la société, pour ne pas dire dans toutes les classes, est-il surprenant que, par ce contact journalier, les unions n'aient pas plus de facilité, par conséquent plus de chances de se produire; mais, aussi, si le nœud est plus facile, le divorce, rendu si pratique aujourd'hui, on peut dire impératif, n'est-il pas là pour le dénouer ?

La statistique comparée des mouvements de la population, en nous montrant ce qui se passe ailleurs, nous révèle sur quelle pente nous sommes entraînés. Il faudrait trop changer, disons même tout changer, pour que les mesures, bien insuffisantes, que l'on propose, puissent avoir quelque action; la société, par la diminution des familles, se détruit peu à peu! Après quelle perturbation profonde pourra-t-elle se reconstituer ?

Mouvements comparés des naissances (1).

A la première inspection du tableau des naissances, on est un peu troublé par le grand nombre de chiffres que l'on a sous les yeux, et, comme ils correspondent à des mouvements qui ont lieu dans différents pays, on ne pouvait espérer les voir se produire simultanément et à jour fixe, comme sous l'influence d'un commandement : ce que nous constatons, c'est que, dans les divers pays, les mouvements croissants ou décroissants des naissances se succèdent pendant une série d'années. Les causes, sous l'influence desquelles ils se produisent sont, sans doute, les mêmes dans tous les pays, puisque ces mouvements s'observent partout dans le même sens, sinon avec la même intensité; tantôt, dans quelques pays, ils sont déjà arrivés au terme, tandis que, dans d'autres, ils se prolongent. En un mot, après plusieurs années d'augmentation ou de diminution des naissances, il y a un arrêt, et cet arrêt s'observe dans tous les pays, à une année près, rarement deux années; à ce point que, si nous prenons l'année extrême, celle où l'on observe les chiffres maxima ou les chiffres minima les plus nombreux, les seules exceptions se rencontreront l'année précédente ou l'année suivante; pouvait-on espérer une concordance plus parfaite ? (Voir le tableau p. 328.)

Pour ne faire porter l'observation que sur les années en dehors de la guerre, dans la série de 1869 à 1895 que nous avons sous les yeux, deux mots seulement sur cette terrible période, pendant laquelle, chez le vainqueur et chez le vaincu, nous allons observer des diminutions de 100 000 naissances!

En France, les naissances légitimes, de 1869 à 1871, baissent de 877 000 à 767 000, en Prusse, de 938 000 à 833 000. La Belgique, sans avoir pris part à la guerre, mais placée dans le voisinage des deux combattants, éprouve aussi une dépression des naissances de 164 000 à 158 000. Dans tous les autres pays, qui n'ont pas été troublés par la guerre, l'accroissement des naissances, pendant la période

(1) Nous distinguons les naissances légitimes en France et en Angleterre, ailleurs ce sont les naissances totales.

Naisances (1).

| ANNEES. | PARIS | | | LONDRES. | | | FRANCE. | | | ANGLETERRE | | | ALLEMAGNE | | | PRUSSE. | | | AUTRICHE | | | ITALIE. | | | BELGIQUE. | | | SUISSE | | | | | |
|----------------------------------|-----------|---------|--------|------------|---------|--------|------------|---------|--------|------------|---------|--------|-----------|---------|--------|----------|---------|--------|----------|---------|--------|----------|---------|--------|-----------|---------|--------|----------|---------|--------|----------|--|--|
| | LÉGITIMES | | | LÉGITIMES. | | | LÉGITIMES. | | | LÉGITIMES. | | | TOTALES. | | | TOTALES. | | | TOTALES. | | | TOTALES. | | | TOTALES. | | | TOTALES. | | | TOTALES. | | |
| | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | Maximum. | Minimum | Mille. | | | |
| 1863. | | | 39.5 | | | 107.8 | | | 877 | | | 728 | | | 919 | | | 795 | | | 652 | | | 158 | | | | | | | | | |
| 1870 (Guerre) | 42.4 | | 27.6 | | | 109.3 | | | 873 | | | 748 | | | 938 | | | | | | | | | 164 | | | | | 77.0 | | | | |
| 1871 | | | | | | | | | 767 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1872 | | | | | | | | | 896 | | | | | 1.625 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1873 (Crise) | | | | | | 114.3 | | | 875 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1874 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1875 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1876 | 40.5 | | | | | 118.0 | | | 899 | | | 809 | | 1.761 | | | | | | | | | | | | | | | 90.0 | | | | |
| 1877 | | | | | | 122.0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1878 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1879 (Liquidation) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1880 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1881 | | | | | | 127.6 | | | 851 | | | | | 1.682 | | | | | | | | | | | | | | | 85.0 | | | | |
| 1882 (Crise) | | | | | | 128.0 | | | 866 | | | | | 1.702 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1883 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1884 | 47.2 | | | | | 129.1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1885 | | | | | | 130.4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1886 (Liquidation) | | | | | | 127.5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1887 | | | | | | 129.1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1888 | | | | | | 126.0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1889 | 44.3 | | | | | 128.7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1890 (Krach Baring) | | | | | | 126.5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1891 | | | | | | 128.1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1892 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1893 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1894 (Liquidation) | 43.0 | | | | | 126.4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1895 (Krach des Mines) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

(1) Pour suivre de l'œil les variations extrêmes, les réunir par une ligne, comme dans les tableaux : France et Paris. (Voir Journal de la Société de statistique de Paris, juillet 1896, p. 248.)

prospère, continuera et persistera encore pendant une série d'années. Cette diminution de 110 000 naissances en France, de 1870 à 1871, et de 105 000 en Prusse, est en partie comblée par un accroissement de 129 000 naissances en France et de 151 000 en Prusse dès l'année suivante.

Sans insister sur ces effroyables mouvements, poursuivons notre étude au milieu des accidents moins funestes, mais encore bien fâcheux, qui se présentent périodiquement dans la vie des peuples (crises commerciales), sans passer sous silence les accidents imprévus, moins graves sans doute dans leurs conséquences, qui ne se font encore que trop sentir.

Les quatre premières années, de 1869 à 1872, mises à part, il ne nous reste plus que quatre périodes à étudier : deux périodes de croissance et deux périodes de décroissance des naissances, qui s'intercalent et se succèdent alternativement, comme les périodes prospères et les périodes de liquidation qui précèdent et qui suivent les crises commerciales.

La première période de progression continue des naissances s'observe dans les principaux pays, sauf les deux qui ont pris part à la guerre ; nous la notons en Angleterre, en Autriche, en Belgique, en Italie, de 1869 à 1876. En France et à Paris, il est vrai, après le relèvement rapide et subit des naissances en 1872 il y a une réaction inévitable de 896 000 à 875 000 et de 41 400 à 39 400. Cette réaction, nous ne la rencontrons pas ailleurs, pas même en Prusse au même moment.

Maxima des naissances (1869-1876).

| Années. | Paris. | | Londres. | | France. | | Angleterre. | | Allemagne. | | Prusse. | | Autriche. | | Belgique. | | Italie. | |
|---------|--------|--------|----------|--------|---------|--------|-------------|--------|------------|--------|---------|--------|-----------|--------|-----------|--------|---------|--------|
| | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. | Maxim. | Minim. |
| 1869. | » | 39.5 | » | 107.8 | 877 | » | » | 728 | » | » | » | 919 | » | 795 | » | 158 | » | 952 |
| 1870. | 42.4 | » | » | » | 878 | » | » | » | » | » | 933 | » | » | » | » | » | » | » |
| 1871. | » | 27.6 | » | » | 767 | » | » | » | » | » | » | 833 | » | » | » | » | » | » |
| 1872. | 41.4 | » | » | » | 896 | » | » | » | 1.628 | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1873. | » | » | » | » | 875 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1874. | » | 39.4 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1875. | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1876. | » | » | » | » | 899 | » | » | 1.761 | » | 1.056 | » | 858 | » | 176 | » | 1.083 | » | » |
| 1877. | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1878. | » | » | » | » | » | » | 819 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |

Cette réaction exceptionnelle faite, nous suivons le mouvement d'accroissement qui entraîne tous les pays que nous avons pris comme exemples, c'est-à-dire l'Europe presque entière, de 1869 à 1876.

Si Paris et Londres ne sont pas en ligne, c'est que la progression des naissances persiste sans arrêt jusqu'en 1883 et 1884. Partout ailleurs, les naissances d'un mouvement continu, d'un chiffre minimum en 1869, se sont élevés à un chiffre maximum qui se rencontre la même année, en 1876, dans les différents pays, comme le tableau ci-dessus le montre ; l'Angleterre, seule, continuant son mouvement jusqu'en 1878.

Si l'on rapproche ces mouvements de ceux des mariages, on ne peut s'empêcher de remarquer que cette marche en avant des naissances est générale et qu'elle atteint son apogée, en 1876, au moment où les mariages sont réduits partout à leur chiffre minimum.

Il y aurait donc ici une contradiction apparente entre les mouvements des mariages et ceux des naissances ; les premiers, suivant bien l'activité et le ralentissement des affaires ; les secondes, n'étant que le résultat des mariages antérieurs, donnant leur chiffre maximum à plus longue échéance, dans la période de liquida-

tion, en 1876, et leur chiffre minimum, de 1879 à 1881, pendant la période prospère.

Tout s'expliquerait alors naturellement : le chiffre maximum des naissances que l'on rencontre en 1876 correspondrait au maximum des mariages contractés en 1872 en France, en Angleterre, en Allemagne, en Prusse, en Autriche, en Belgique, en Suisse.

A cette période d'accroissement succède une période de décroissance dont le dernier terme est atteint en 1881 ; à une année près, le chiffre minimum se rencontre dans tous les pays, et il s'observe à la veille du moment où les mariages vont atteindre leur chiffre le plus élevé, à la fin de la période prospère, au moment où leur progression va être arrêtée par la crise de 1882.

Voilà le résultat de l'observation des naissances sur les populations prises en bloc ; prenons-nous les capitales, Paris et Londres, il n'en sera plus ainsi, le mouvement continu d'accroissement des naissances a une beaucoup plus longue durée ; sauf l'interruption produite par la guerre à Paris, il persiste, pour les deux capitales, de 1869 à 1883 et 1884.

Minima des naissances (1879-1881).

| Années. | Paris. | | Londres | | France. | | Angleterre | | Allemagne | | Prusse | | Autriche | | Belgique | | Italie | |
|-----------|--------|------|---------|------|---------|------|------------|------|-----------|-------|--------|-------|----------|------|----------|------|--------|------|
| | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. |
| 1879. . . | » | » | » | » | » | » | » | 888 | » | » | » | » | 855 | » | » | » | » | » |
| 1880. . . | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 957 | » | 171 |
| 1881. . . | » | » | » | » | » | 851 | » | » | » | 1,682 | » | 1,012 | » | 827 | » | » | » | » |

Autant nous avons remarqué la rencontre des chiffres maxima des naissances dans la même année, autant nous noterons celle des minima, non pas à cause de la simultanéité, mais par suite de la petitesse des écarts de temps qui les sépare, puisque, dans l'espace de trois années, à une année près, nous trouvons les chiffres minima groupés comme les maxima.

Nous n'insistons pas sur l'importance des chiffres, sur leur rapport avec les populations des divers pays, avec le nombre des mariages, nous ne recherchons ici que leur rapport avec les périodes prospères et les périodes de liquidation. Or voici ce qui ressort de la comparaison des deux tableaux :

1° La coïncidence des chiffres maxima et minima observés la même année ou à une année près dans chaque pays.

2° La succession des mouvements se produisant dans le même sens, croissants ou décroissants, pendant une série d'années, ce qui constitue bien des périodes.

3° Le rapport avec les périodes prospères ou de liquidation dans lesquelles on les rencontre.

A Paris, l'accroissement des naissances s'était arrêté une année plus tôt qu'à Londres, en 1883, l'année même qui a suivi la crise de 1882.

Depuis 1874, date de la dernière dépression, les naissances dans les deux capitales ont suivi l'activité des affaires, sans être touchées par la réaction de 1879-1881. Il est vrai qu'une fois subie, le mouvement ascensionnel des naissances avait repris partout dans les capitales et dans l'ensemble des pays ; le tableau suivant nous donne les chiffres maxima que l'on rencontre alors sur toute la ligne.

Maxima des naissances (1882-1884).

| Années. | Paris | | Londres. | | France. | | Angleterre | | Allemagne. | | Prusse | | Autriche | | Belgique. | | Italie. | |
|-----------|-------|------|----------|------|---------|------|------------|------|------------|------|--------|------|----------|------|-----------|------|---------|------|
| | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. |
| 1882. . . | » | » | » | » | 866 | » | » | » | 1 702 | » | » | » | » | » | 176 | » | 1.130 | » |
| 1883. . . | 47 | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1884. . . | » | » | 130.4 | » | » | » | 864 | » | » | » | » | » | 878 | » | » | » | » | » |

En effet, tous les maxima se présentant pour tous les pays à une année près, nous pouvons dire encore qu'ils marchent d'accord sous l'influence de la même cause, c'est-à-dire de la période prospère qui a été interrompue par l'explosion de la crise de 1882. Ici, l'arrêt est un peu plus rapproché de la cause, tout en se présentant dans les mêmes conditions.

Comme nous l'avons observé de 1879 à 1881, à ce mouvement croissant, pendant la période prospère, succède un mouvement décroissant, pendant la période de liquidation; ce mouvement se prolonge même au delà, malgré la reprise des affaires, en 1886, pour s'arrêter en 1890, l'année du krach Baring.

Minima des naissances (1890).

| Année. | Paris | | Londres | | France | | Angleterre. | | Allemagne. | | Prusse | | Autriche | | Belgique | | Italie | |
|-----------|-------|------|---------|-------|--------|------|-------------|------|------------|-------|--------|------|----------|------|----------|------|--------|-------|
| | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. |
| 1890. . . | » | 41.8 | » | 123 1 | » | 766 | » | 831 | » | 1.759 | » | » | » | 868 | » | 176 | » | 1.088 |

L'accord, ici, est encore général, le chiffre des naissances s'abaisse partout, non pas, sans doute, dans la même proportion, mais dans la même année. Que l'on observe le relevé des naissances dans les capitales ou dans l'ensemble des pays, la décroissance est partout bien sensible. A ce moment, on s'est demandé si le krach Baring, si grave qu'il fût, produirait les mêmes effets qu'une crise commerciale? Les avis étaient divisés, on ne se rendait pas compte d'abord de la gravité de la disparition de cette Maison, dont les relations embrassaient le monde entier. Sans doute, elle devait liquider, mais, par les secours qu'on lui avait accordés, elle n'entraînait pas une suite de liquidations comme dans les crises commerciales. Les différentes places n'étant pas mal engagées résistèrent à la secousse, non sans voir la circulation de leurs lettres de change très réduite, privées qu'elles étaient de l'acceptation de la maison Baring qui, sur les marchés étrangers, leur permettait de circuler partout; de là un ralentissement général des opérations commerciales dans le monde entier, dont les naissances portent aussi la trace.

La décroissance des naissances, qui avait commencé en 1884, était arrivée à son terme en 1890. L'année suivante, les effets du krach n'ayant pu encore se faire sentir, l'éclat datant du 15 novembre, elles se relevaient très vivement, puisque, pour la plupart des pays, c'est dans cette année que l'on observe les chiffres maxima, mais son influence apparut enfin en 1892-1893 et, suspendant cette reprise, une vive réaction, qui ne dura pas, se produisit, comme on peut le constater sur le tableau suivant :

| Années. | Paris | | Londres | | France. | | Angleterre | | Allemagne. | | Prusse | | Autriche | | Belgique | | Italie. | |
|-----------|-------|------|---------|-------|---------|------|------------|------|------------|-------|--------|-------|----------|------|----------|------|---------|------|
| | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. | Max. | Min. |
| 1891. . . | 44.1 | » | 129 6 | » | » | » | 875 | » | 1.840 | » | 1 138 | » | 947 | » | 181 | » | 1.134 | » |
| 1892. . . | » | » | » | 122.4 | » | » | » | » | 1.795 | » | 1.106 | » | 871 | » | 177 | » | 1.110 | » |
| 1893. . . | » | 42.9 | » | » | » | » | » | » | 1.865 | » | 1.156 | » | 923 | » | 193 | » | 1.126 | » |
| 1894. . . | 43.0 | » | » | » | » | 778 | » | 851 | » | 1.841 | » | 1.143 | » | » | 181 | » | 1.108 | » |

Après cette étude d'ensemble, pour permettre de suivre simultanément les mouvements des naissances dans les divers pays, il ne sera pas inutile de les constater et de les préciser dans chacun d'eux et dans les grandes capitales, à Londres et à Paris (1).

Naissances légitimes à Paris. — Après la perturbation de la guerre et la dépression inévitable qu'elle amène, l'accroissement qui a suivi se présente bien avec celui des mariages en 1872.

A cet accroissement succède une diminution pendant la liquidation de la crise de 1873. Elle ne persiste qu'une année, le relèvement des naissances paraît trois ans avant celui des mariages, et, de 39 400 naissances en 1874, nous suivons le mouvement croissant jusqu'à 47 200 en 1883, c'est-à-dire l'année qui a suivi l'explosion de la crise, elles s'arrêtent bien avec la fin de la période prospère.

La période de liquidation ouverte, nous les voyons décroître de 47 200 à 41 800 en 1890. Il y avait eu un premier arrêt en 1888 à 43 400, suivi d'une légère reprise en 1889, mais, comme pour les mariages en France, la tendance était bien à la baisse, qui se manifeste la même année, en 1890, dans les deux cas.

Le fâcheux effet du krach de la maison Baring troublait surtout la place de Londres et ne pouvait encore se faire sentir à Paris, aussi le chiffre minimum des naissances touché se relève de suite en 1891 à 44 100; c'est le dernier relèvement constaté. Le ralentissement des affaires, conséquence de la liquidation de cette maison, dès l'année suivante, déprime le chiffre des naissances jusqu'à 42 900 en 1893, quoique l'accroissement des mariages continue normalement depuis la fin de la période de liquidation en 1886, et, malgré cette progression ininterrompue depuis cette époque, rien n'arrête la diminution des naissances.

Elles se relèvent cependant un instant d'un nombre insignifiant (100) en 1894, pour retomber à 41 400 en 1895, à 2 000 près le même chiffre qu'en 1874 et en 1869. Les mariages, au contraire, après avoir payé leur tribut au krach Baring de 23 200 à 22 600 (1892-1894), se relèvent à 22 800 en 1895.

Naissances légitimes en France. — A Paris, dans le dernier quart du siècle, nous avons rencontré, dans les premières années, une notable progression des naissances; il en a été de même quand on embrasse la France entière; mais, depuis 1876, la diminution est continue, non sans quelques réactions inévitables.

Les troubles apportés par la guerre entraînent une diminution de 100 000 naissances (1869-1871), puis, dès 1872, elles se relèvent de 129 000 (896 000).

En 1873, elles fléchissent, par une réaction naturelle de 21 000 (896-875), mais le mouvement ascensionnel reprend son cours jusqu'à 899 000 naissances en 1876, chiffre maximum observé pendant le dernier quart du siècle. Cette progression se poursuit pendant qu'à Paris et en France les mariages diminuent et, à Paris, même les naissances. Les mêmes causes n'ont donc pas la même action selon qu'on les observe sur une population répandue sur une grande surface ou concentrée sur un point comme dans une capitale. C'est là, en effet, où l'industrie et le commerce sont réunis et groupés, et il est inévitable que la population qui en vit soit la première à ressentir les heureux et les fâcheux effets des périodes que nous étudions.

(1) Nous n'avons pas tenu compte de la séparation de l'Alsace-Lorraine en 1871, parce que, avant et après cette date, nous observons les mêmes chiffres maxima et minima des mariages et des naissances, la rectification n'aurait donc pas changé notablement les résultats.

L'agriculture, dans un grand pays, n'a pas les mêmes engagements à terme, c'est-à-dire à crédit, elle n'a pas de faillite à redouter, aussi ne reçoit-elle que le contre-coup des crises commerciales; nous en avons un exemple sous les yeux pour les naissances légitimes, quand nous les voyons augmenter au moment même où les mariages diminuent.

Ce second relèvement des naissances observé de 1873 à 1876 (875-899) ne concorde pas avec ce qui se passe au même moment à Paris, là où il n'y a pas à combler les mêmes vides causés par les pertes de la guerre. Cette compensation faite en partie, sauf de bien légères réactions, les chiffres des naissances vont toujours en déclinant à 851 000 en 1881, à la veille de la fin de la période prospère, ce qui leur permet de se relever à 866 000. Leur progression en France s'arrête même avant l'explosion de la crise de 1882, tandis qu'à Paris elle persiste encore l'année même où elle éclate.

Pendant la période de liquidation, les naissances diminuent simultanément, à Paris jusqu'en 1888, en France jusqu'en 1890.

Le krach Baring (novembre 1890), plus sensible à Paris par suite des relations d'affaires avec l'Angleterre, ne se fait pas sentir en France et le chiffre des naissances se relève de 766 000 à 808 000 en 1893, ne subissant pas d'abord les conséquences de ce krach; puis, forcé, comme à Paris, de compter avec lui, il s'abaisse à 778, soit de 99 000 au-dessous de celui de 1869, tandis qu'on reste encore de 3 500 naissances au-dessus à Paris.

Voilà la situation en France, en est-il de même à l'étranger? Car, quoiqu'il n'y ait pas de muraille pour nous en séparer, il suffit d'une frontière pour que le plus souvent on ne jette pas un regard au delà, seul moyen, cependant, de juger de la situation d'un pays. C'est ce tableau que nous allons faire passer sous les yeux (1).

Naissances légitimes à Londres. — Comme à Paris, nous ne prenons que les naissances légitimes. Insensibles à la crise de 1873, comme les mariages, elles s'accroissent d'un mouvement continu de 107 800 à 130 400 (1869-1884), se prolongeant même après l'explosion de la crise, jusqu'en 1884, mais là, comme en France, la période de liquidation se fait sentir et elles s'abaissent à 123 100 en 1890.

Elles se relevaient déjà à 129 600 en 1891, quand le krach Baring les déprime à 122 400, chiffre bientôt effacé, pour osciller alors de 128 000 à 126 400 en 1893 et 1894. Les mouvements sont bien liés dans les deux capitales, en sera-t-il de même dans l'ensemble des deux pays?

Naissances légitimes en Angleterre. — Elles s'élèvent d'un mouvement continu jusqu'en 1874 (728 à 811), fléchissent à peine de 2 000 en 1876 pour reprendre de suite jusqu'à 849 000 en 1878. Jusque-là, la liquidation de la crise de 1873 ne se fait pas sentir; ici seulement, en 1879, nous notons une diminution de 9 000 naissances (838 000).

En France, au même moment (1876-1881), le recul, beaucoup plus sérieux, portait sur 48 000 naissances (851 000).

C'est le premier point d'arrêt notable depuis 1869, tandis qu'à Paris et à Londres la progression continue d'un mouvement ou plutôt d'une course ininterrompue de 1869 à 1883 et 1884 : Londres dépassant d'une année le point d'arrêt déterminé

(1) Voir le tableau plus haut.

par la crise de 1882 ; à Paris, l'accroissement des naissances s'élevant à 7 700 et à Londres à 22 600. Les deux mouvements ont bien lieu dans les mêmes conditions, au même moment, et l'accroissement est presque le même, de 118 p. 100 à Paris et de 120 p. 100 à Londres.

Ce recul des naissances en Angleterre, en 1879, n'est même qu'une réaction, car le mouvement en avant reprend de suite jusqu'à 864 000 naissances en 1884, s'arrêtant au *même moment* qu'à Londres et à Paris.

Nous voici presque en présence des mêmes chiffres de naissances dans les deux pays, 866 000 en France en 1882, 864 000 en Angleterre en 1883 : cette égalité ne va pas durer. En France, nous sommes déjà au-dessous des chiffres antérieurs, 877 000, 899 000 (1869-1876), pendant qu'en Angleterre, en 1874 et en 1878, le nombre des naissances, de 811 000 et de 849 000, dépasse sensiblement celui de 1869 (728 000). Ces différences vont encore s'accroître.

Ayant atteint, en 1884, à la fin de la période prospère, le chiffre maximum noté jusqu'ici (864 000), les naissances, en Angleterre, vont de suite subir une première réaction, de 13 000, en 1885, à 851 000, quoique l'année suivante elles se relèvent à 860 000. La période de liquidation, qui s'était fait sentir de suite, semblait déjà terminée, quand, au contraire, elle se prolonge jusqu'en 1890, où le chiffre des naissances est descendu peu à peu à 831 000, soit une diminution de 33 000, pendant qu'en France, au même moment, dans le même mouvement décroissant, sous l'influence de la même cause, la diminution s'élève à 100 000 ! Les différences prennent des proportions énormes, au détriment de notre pays.

Dès l'année suivante, le nombre des naissances, de 831 000, s'est relevé de suite à 875 000 ; le krach n'ayant éclaté qu'à la fin de 1890, son action ne se fait sentir qu'en 1892. Nous notons alors une diminution de 15 000 naissances, effacée de suite à son tour par 15 000 naissances en plus en 1893, bientôt suivie d'une baisse sensible de 24 000 naissances en 1894.

Au milieu de ces oscillations en baisse et en hausse, passant d'un chiffre minimum à un chiffre maximum, de 831 000 à 875 000, puis à 851 000, nous voyons reparaître, après le krach Baring, la même dépression des naissances qu'en 1885, au début de la liquidation de la crise de 1882. Il y a là un trouble profond qui s'est manifesté par un abaissement des naissances suivi d'un relèvement non moins vif ; n'est-ce pas un choc reçu dans une situation normale, laquelle réagit de suite, mais dont l'équilibre n'est pas moins troublé ? Il y a là un tassement bien naturel avec un chiffre de naissances de 147 000 supérieur à celui de 1869 !

En divisant en deux le dernier quart du siècle, cet accroissement se répartit ainsi pour l'Angleterre : 136 naissances de 1869-1884, 24 000 seulement de 1885 à 1894.

En France, dans les mêmes années, pour réparer en partie les pertes de la guerre, nous ne notons qu'un accroissement de 22 000 naissances, de 1869 à 1876, ce qui les porte à 899 000, chiffre maximum observé alors, mais que nous ne retrouverons plus. Le dernier relèvement, en 1882, ne dépasse pas 866 000 naissances, à la fin de la période prospère ; celles de l'Angleterre ont presque touché le même chiffre (864 000), mais si elles s'abaissent de 33 000 à 831 000 pendant la liquidation de la crise de 1882, en France, au même moment, sous l'influence de la même cause, nous les voyons descendre à 766 000, soit de 100 000 !

Le dernier relèvement des naissances, après la liquidation Baring, donne, en

France et en Angleterre, presque le même chiffre : 42 000 pour la première, 44 000 pour la seconde ; mais, si l'on fait remonter la comparaison jusqu'en 1869, on constate, en France, une diminution de 98 000 naissances, et, en Angleterre, un accroissement de 147 000 ! Sans parler de l'excédent des naissances sur les décès, qui dépasse 300 000 en Angleterre et n'existe pas en France, ou atteint à peine 7 000, quand, par bonheur, il n'y a pas un excédent de décès, on voit et on sent, non sans regret et sans douleur, combien, au milieu de la prospérité générale, la situation est différente dans les deux pays.

Ce n'est pas chez celui qui se flatte d'avoir la constitution la plus *rationnelle* que l'on en ressent les heureux effets ; on fait espérer, il est vrai, que la future revision, ou du moins celles qui ne tarderont pas à suivre, ne manqueront pas de donner ce que l'on a promis.

Naissances en Autriche. — Malgré la crise de 1873, le mouvement croissant des naissances continue, de 1869 à 1876, de 795 000 à 853 000. Là, il y a une légère réaction à 830 000, mais le mouvement reprend de suite jusqu'à 855 000 en 1879, et, c'est seulement en 1880 que la dépression des naissances à 827 000 est complète.

La période prospère, de 1879 à 1882, se fait sentir comme en France et en Angleterre, et, de 827 000, les naissances se relèvent à 878 000 en 1884, la même année que dans ces deux pays.

Dès l'année suivante, elles s'abaissent à 860 000, et, après un relèvement sensible, comme nous l'observons à Paris en 1889, nous les voyons fléchir, comme à Paris, à Londres, en France et en Angleterre en 1890, sans que le krach Baring ait pu avoir aucune action, puisqu'il éclate au mois de novembre, mais c'est bien la fin de la liquidation de la crise de 1882 qui, pour les naissances, s'observe *partout au même moment*.

Ce chiffre minimum touché, les naissances se relèvent en Autriche à 947 000 en 1891, c'est le plus haut chiffre noté, et, comme en Angleterre et en France, comme à Londres et à Paris, il y a une succession de croissances et de décroissances des naissances et des mariages qui signale bien le trouble général qui règne partout.

Rapprochant, pour les comparer, les deux chiffres des naissances en 1869 et en 1891, nous notons un accroissement de 152 000 naissances, chiffre le plus élevé que nous ayons rencontré jusqu'ici, ce qui indique bien une période prospère, puisque en outre l'excédent des naissances sur les décès s'élève à 274 000, il est vrai qu'ici nous n'avons pas soustrait les enfants naturels.

Naissances en Allemagne. — Nous dépassons de suite le million ; dès la première année de l'unification, nous notons 1 626 000 naissances. Elles progressent sans arrêt jusqu'à 1 761 000 en 1876. La liquidation de la crise de 1873 se fait sentir alors et, jusqu'en 1881, elles vont s'abaisser jusqu'à 1 682 000.

Elles se relèvent à 1 702 000 avec la période prospère, qui finit en 1882, et, pendant la liquidation, à un millier près, elles s'abaissent au même chiffre qu'en 1881 (1 683 000).

Le mouvement ascendant reparait de suite et ne se ralentit qu'un moment à 1 772 000 en 1889, fléchit comme partout à 1 759 000 en 1890, puis se relève et s'abaisse alternativement comme nous l'avons déjà remarqué.

Il touche 1 840 000, fléchit à peine à 1 795 000, pour se relever de suite à

1 865 000 en 1893, chiffre maximum de ce dernier quart de siècle avant de faiblir à 1 841 000.

Cette progression des naissances dépasse ce que nous avons vu jusqu'ici; elle nous montre, sur des chiffres déjà énormes, un accroissement de 239 000 naissances, par la comparaison des deux chiffres de 1872 et de 1893, et, néanmoins, sauf l'amplitude de la progression, ils marchent, selon les périodes, d'accord avec ceux des autres pays.

Pour répondre à l'objection qu'on ne trouverait peut-être pas la même coïncidence ailleurs, nous jetterons un coup d'œil rapide sur ce qui se passe en Prusse, en Belgique, en Suisse; nous aurons ainsi fait porter l'observation sur assez de points pour qu'on ne puisse contester l'importance des conclusions que l'on peut tirer de ces comparaisons.

Mariages en Prusse. — Nous prenons toujours le même cadre, de 1869 à 1895. Dans les quatre premières années, on ne sera pas surpris des variations qu'amène le passage de l'état de paix à l'état de guerre, puis le retour à la paix.

De 216 000, les mariages vont s'abaisser à 181 000 en 1870 et se relever à 255 000 en 1872. En 1874, on est déjà retombé à 245 000, et la liquidation de la crise de 1873 va les réduire à 206 000 en 1879.

Pendant la période prospère qui, dans les autres pays, se terminera en 1882, ils se sont déjà relevés à 217 000, mais la Prusse, n'ayant pas encore eu le temps de s'engager dans les affaires, leur progression continue pendant la période de liquidation, alors qu'ailleurs on note leur diminution; cependant, en 1887, il y a un léger recul de 231 000 à 229 000 dans cette marche des mariages toujours ascendante depuis 1879.

En 1889, nous en notons déjà 240 000, 245 000 en 1892, et enfin 250 000 en 1894; pas un obstacle, pas un arrêt ne ralentit cet accroissement incessant des mariages dans un pays qui a pris rang aujourd'hui parmi les nations les plus civilisées et les plus prospères. Leur accroissement entre les deux relevés de 1869 et de 1894, ce dernier supérieur au premier de 34 000 mariages, fait un contraste avec le même tableau dans l'empire d'Allemagne, alors que, depuis la première année de l'unification, les 423 000 mariages, que nous notions étaient réduits à 408 000 en 1894, quoique les naissances se soient accrues de 239 000, chiffre assez éloquent et qui montre combien la question est complexe.

Mariages en Belgique. — De 1869 à 1873, nous retrouvons les mêmes mouvements qu'en Prusse; ils s'élèvent de 37 100 à 40 500, après avoir fléchi à 35 200 en 1871, la terrible année de la guerre, quoique le pays n'y fût pas engagé, les affaires seules en avaient souffert.

Ils prennent part à la liquidation de la crise de 1873 jusqu'en 1878, se relèvent à 39 400 pendant la période prospère qui prend fin en 1882, fléchissent à 38 600 la première année même de la liquidation, puis l'accroissement reparait de suite.

Nous relevons déjà 39 900 mariages en 1885, 43 700 en 1889, et l'accroissement des mariages continue sans arrêt, sauf une diminution de 200 en 1893, résultat à peine appréciable de la crise Baring, jusqu'à 47 700 en 1894. Nous retrouvons toujours les mêmes mouvements.

Mariages en Suisse. — Ici, les variations du nombre des mariages sont bien sensibles de 1871 à 1875: de 19 000 nous les voyons s'élever à 24 000. La crise de 1873 ne se fait pas sentir sur le moment, mais beaucoup plus tard, en 1880 (19 000),

de sorte que la période prospère (1879-1882) n'apporte son appoint que tardivement aussi, en 1888 (20 700), tout en restant bien au-dessous du chiffre noté en 1875 (24 000).

Une dépression de 100 mariages, en 1889, coupe la progression, pour ainsi dire continue, des mariages, de 19 000 à 22 100 (1880-1894), la Suisse étant peu touchée par les périodes de crise et les krachs des autres pays.

Pour compléter la comparaison, un mot sur les naissances dans ces pays.

Naissances en Prusse. — Après la dépression de 938 000 à 833 000, produite par la guerre de 1870, l'accroissement a lieu, sans arrêt, de 1871 à 1876, jusqu'à 1 056 000, aussi ne faut-il pas être surpris de voir la réaction se produire en 1881, pendant la période prospère, réaction qui ne dépasse pas 44 000 naissances.

Pendant la période de liquidation, jusqu'en 1885, la reprise est à peine sensible, quoique déjà appréciable; elle persiste, sans arrêt, jusqu'en 1891, paie un tribut, par un abaissement à 1 106 000, au krach Baring, et, enfin, atteint 1 156 000 en 1893, soit un accroissement de 237 000 naissances sur le relevé de 1869.

Naissances en Suisse. — A partir de 1871, elles suivent les mêmes mouvements croissants et décroissants, de 77 000 à 90 000 (1871-1876), puis à 84 000 (1880). Elles se relèvent d'un millier en 1881, à 85 000 à la veille de la crise, et s'affaissent à 80 300 pendant la liquidation, en 1885.

Avec la reprise des affaires nous les voyons se relever de 80 300 à 81 200. Mais, alors, pendant trois années, elles diminuent jusqu'à 78 500 en 1890, avant même le krach Baring. Il y a eu là une crise grave ou une épidémie qui se manifeste par ce chiffre isolé, car, dès l'année suivante, on notait 83 600 naissances, et, enfin, 84 800 en 1893, soit 7 800 naissances de plus qu'en 1869.

Décès.

Des trois grands articles qui embrassent les mouvements de la population, il ne nous reste qu'un mot à dire des décès.

Les décès, étant pour la plupart soustraits à l'intervention de la volonté de l'homme, ne vont plus nous offrir, soit dans les capitales, soit dans l'ensemble des pays, les mêmes concordances avec les périodes de prospérité et de liquidation. Nous mettrons de côté les années qui ont précédé et suivi la guerre de 1870, alors qu'en France, de 1869 à 1871, on voyait les décès s'accroître de 407 000, tandis qu'en Prusse, au même moment, ils n'augmentaient que de 93 000. L'unification n'étant pas encore faite, nous ne possédons pas le relevé pour l'Allemagne, mais on sent déjà la différence des pertes pour le vaincu et pour le vainqueur. (V. le tableau, p. 338.)

En dehors de ces grands écarts, inévitables après la guerre, à la simple inspection du tableau, nous constatons des différences sensibles. Très rapprochées, à une année près, les variations ne sont que des réactions que l'on observe après les épidémies, quand la population, éprouvée par la maladie, a payé un large tribut à la mort, non seulement par celle de ceux qui succombaient à la maladie régnante, mais encore par celle des personnes déjà malades et délicates, dont la situation morale a été ébranlée. Aussi, quand on observe un chiffre maximum de décès suivi d'un chiffre minimum, on peut reconnaître le passage d'une épidémie. Ces chiffres n'ont, d'ailleurs, aucun rapport avec les périodes prospères et les périodes de liquidation. Nous les observons indifféremment, dans les deux cas, à Paris en

1876, en 1886, en 1890, en 1892 ; à Londres en 1879, en 1882, en 1886, en 1891 et en 1893.

En France et en Angleterre il en est de même.

Cette rencontre d'un chiffre maximum des décès avec un chiffre minimum a toujours lieu avec un grand écart en moins : il est de 44 000 décès en France en 1877. Le maximum et le minimum (845 000-801 000) sont presque juxtaposés dans la période de liquidation (1874-1879), et, par conséquent, n'ont pas un rapport direct avec elle.

Le second grand écart, 30 000 décès en moins, se rencontre en 1881, pendant la période prospère (858-828).

Le troisième grand écart, 22 000, se présente en 1885, mais, immédiatement suivi d'une réaction, en 1886, cette dernière est le point de départ d'une série d'années, chacune en diminution sur la précédente, amenant à un chiffre presque aussi bas (794 000) que celui de 1874, après les pertes énormes de la guerre.

Cette dépression des décès, sur une population de 38 200 000 âmes, qui égale presque celle qui a été notée en 1874, alors qu'elle ne dépassait pas 36 100 000 âmes, semblerait indiquer une situation économique et hygiénique bien supérieure à la précédente, si elle n'avait pas été suivie d'une recrudescence de décès s'élevant à 876 000 en France et à 57 100 à Paris, en 1892, les plus hauts chiffres cotés dans toutes les périodes depuis 1871.

Ce qui ressort du tableau des décès c'est la mobilité qui caractérise la répartition de ces variations. Quoiqu'on les rencontre aussi, elles ne se succèdent pas par séries continues dans le même sens ; tout à coup, un chiffre maximum se présente et l'année suivante un chiffre minimum, et cela aussi bien dans les périodes prospères que dans les périodes de liquidation.

A Paris, les chiffres maxima des décès varient de 58 700 à 56 000, et on les observe en 1882, fin de la période prospère ; en 1886, fin de la période de liquidation ; en 1890, pendant la reprise des affaires ; enfin, en 1892, pendant la période de ralentissement qui a suivi le krach Baring. Il n'y a pas d'époque d'élection.

Les chiffres minima des décès les précèdent ou les suivent presque immédiatement, c'est donc presque toujours sous forme d'accidents qu'ils apparaissent. Ils ne sont pas le produit d'une cause agissante pendant plusieurs années, comme nous l'avons constaté pour les mariages et pour les naissances, cette irrégularité même ne donne-t-elle pas une plus grande valeur aux conséquences que l'on peut tirer de l'observation des mouvements de ces deux derniers articles ?

Faudra-t-il s'étonner, après les constatations que nous venons de faire passer sous les yeux portant sur des mouvements si délicats, qui paraissent, sauf de grandes moyennes, comme le disait Quetelet, devoir échapper à toutes les observations de la statistique, si, sur la plupart des relevés officiels qui s'étalent dans de nombreux tableaux, et même en dehors de ces documents, quel que soit celui qui nous tombe sous la main, nous retrouvons des séries d'années pendant lesquelles les chiffres alignés marchent dans le même sens, croissant ou décroissant, selon que l'on se trouve dans une de ces périodes de prospérité ou de liquidation qui précèdent et qui suivent les crises commerciales ? S'il en est ainsi, et l'observation le prouve, il ne sera pas impossible de s'orienter.

Pour embrasser tout le mouvement social, au milieu de tant d'éléments divers que l'on n'a pas sous les yeux, si quelques-uns ne concordent pas toujours simul-

tanément, du moins ils se confirment, et, dans le nombre, il y en a de plus sensibles et de plus puissants qui donnent le branle à tout cet engrenage, ce sont, comme nous le faisons remarquer au début, les bilans des grandes banques d'Angleterre, de France, des États-Unis qu'il faudra d'abord consulter. On notera sur eux le point de départ, c'est-à-dire la liquidation de la dernière crise, et, sur cette base, il sera facile d'établir le point où l'on est placé et d'apprécier la durée du mouvement de hausse des prix qui caractérise la période prospère. Pendant ces années heureuses, tout le capital disponible, et, par suite, tout le crédit qui, pendant le ralentissement des affaires, avait abaissé le taux de l'intérêt au-dessous de 2 p. 100, *comme on l'a toujours vu* dans toutes les périodes de liquidation, sera absorbé et immobilisé par l'activité des affaires, ce qui amènera inévitablement une nouvelle crise.

Cette crise entraînera une nouvelle liquidation, caractérisée, elle aussi, par la baisse des prix et ce grand ralentissement des affaires qui permet de reconstituer une portion du capital perdu.

D'après le mécanisme que nous venons d'indiquer, on reconnaîtra la différence des crises et des krachs. Ces derniers, *sans prodrôme*, éclatent à l'improviste par la suspension des paiements d'une grande entreprise ou d'une grande banque. Cette suspension ébranle le marché en raison de ses engagements ou les marchés selon que les relations de cette maison s'étendent plus ou moins. En ces moments, pour apporter secours à celles dont le crédit est touché, les banques ouvrent leur portefeuille pour éviter un arrêt de la circulation fiduciaire, et le voient grossir sans que, néanmoins, leur encaisse soit gravement touchée par des changes défavorables; de là des réactions et des reprises qui prouvent combien l'équilibre est troublé, sans cependant l'être profondément et d'une manière durable, comme on l'observe dans les crises commerciales.

Clément JUGLAR.